



Déclaration liminaire de la FSU - CSA-SD - Jeudi 4 septembre 2025

En préambule de cette déclaration, nous souhaitons rendre hommage à notre collègue du Cantal, Caroline Grandjean. Elle s'est donnée la mort ce lundi, jour de la rentrée scolaire. Depuis plus de 2 ans, Caroline était victime de harcèlement par un corbeau, dans son village, sur son lieu de travail, parce qu'elle vivait avec une femme. Nos pensées vont à sa famille, à ses proches, à ses collègues. Nous ne le rappellerons jamais assez : l'homophobie est un danger pour nos élèves, mais aussi pour les personnels. L'homophobie tue !

Ce CSA-SD de rentrée s'ouvre dans un contexte d'annonces budgétaires gouvernementales dont la logique austéritaire est particulièrement contestable. Le Premier ministre Bayrou a annoncé le 15 juillet dernier son projet de baisse de 43,8 milliards d'€ des dépenses de l'État, en instaurant des coupes budgétaires dans quasiment tous les ministères. Ces choix s'inscrivent sous le signe de l'injustice et de l'inégalité ! En effet, le 1er Ministre refuse toujours d'engager une réforme fiscale pour mieux imposer les plus riches et les grandes entreprises de ce pays. Il fait passer son régime sec sur les Services Publics (moins 3000 postes annoncés en 2026), la Protection Sociale (exemple des remboursements de plus en plus nombreux de certains traitements, à nouveau remise en question de l'Assurance Chômage, projet d'augmentation de la TVA ?...) faisant croître dans le pays les inégalités et la pauvreté. Ce sont bien les populations les plus précaires, dont certains de nos élèves, qui vont subir ces choix. Pour continuer dans le marasme que le gouvernement impose à la société, le vote de confiance attendu le 8 septembre risque de fragiliser notre démocratie déjà mal en point.

A tout cela s'ajoute une nouvelle année blanche sur les salaires et le gel du point d'indice 2025 accentue le déclasserement salarial des fonctionnaires. Rappelons aussi que les salarié.es qui n'ont pas la chance d'être en bonne santé sont puni.es de 10% de leur rémunération en cas de maladie !

Oui, nous avons donc bien à faire à un choix de société où la question du budget est centrale. La FSU-SNUipp conteste bien entendu cette politique d'austérité qui, appliquée à nos écoles publiques a amené, rien que pour notre département du Territoire de Belfort la

fermeture de pas moins de 37 postes en seulement 5 rentrées scolaires ! Nous craignons déjà pour l'an prochain.

Malgré la baisse démographique, nous devrions maintenir dans notre département un nombre suffisant de postes pour pallier la difficulté scolaire, l'inclusion sans moyens, le nombre d'élèves par classe pour apprendre et réussir dans de bonnes conditions.

Pour cette rentrée scolaire, la fermeture de quatre écoles aura marqué notre département, c'est historique. Cet épisode a été extrêmement douloureux dans la mesure où pendant un temps long des élèves, des parents et des personnels sont restés dans l'incertitude jusqu'à cette rentrée.

Bien que le bilan de rentrée va nous montrer un E/C que vous appelez satisfaisant, nous déplorons qu'il reste des classes à 29 élèves, des classes en EP à 23 ou encore d'autres à quadruple niveaux. Et pour finir, le nombre d'offres de "mission service civique", seule aide humaine octroyée aux équipes pédagogiques pour mener des projets au bénéfice des élèves, est divisé par 5. Et une exigence de plus en plus élevée dans l'étude des dossiers MDPH, avec un nombre grandissant d'élèves relevant du handicap mais n'ayant aucune aide attribuée sous prétexte d'absence de bilans médicaux, très difficiles à obtenir dans notre région et extrêmement coûteux pour les familles (350€ le bilan neuro-psy).

Tous ces éléments vous démontrent notre inquiétude grandissante sur le devenir de notre service public d'éducation.